

# Table des matières

<b>Introduire son action devant le juge pénal ou le juge civil ? – Mise en perspective des avantages, inconvénients et implications découlant du choix procédural posé par la victime d’une infraction pénale</b>	9
Émilie VANSTECHELMAN	
Introduction	9
Plan	10
Section 1 Le principe de l’option ouvert à la victime d’une infraction pénale	11
Sous-section 1 Principe	11
Sous-section 2 Développements	11
Section 2 L’exercice de l’action civile devant les juridictions répressives	14
Sous-section 1 Recevabilité de l’action civile devant la juridiction pénale	14
Sous-section 2 Conditions de fond	18
Sous-section 3 Modes d’action de la victime devant la juridiction pénale	18
Section 3 L’exercice de l’action civile devant les juridictions civiles	31
Sous-section 1 Le criminel tient le civil en état	33
Sous-section 2 L’autorité de la chose jugée au pénal sur le civil	36
Section 4 Un point d’attention important : la condamnation aux frais et à une indemnité de procédure devant la juridiction répressive	44
Sous-section 1 Les frais de justice	44
Sous-section 2 L’indemnité de procédure	47
Section 5 La prescription de l’action civile résultant d’une infraction pénale	57
Sous-section 1 Bases légales et considérations historiques	58
Sous-section 2 Champ d’application	60
Sous-section 3 Examen de l’article 2262 <i>bis</i> du Code civil	63
Sous-section 4 Examen de l’article 26 du titre préliminaire du Code de procédure pénale	68
Sous-section 5 Causes de suspension et d’interruption de la prescription de l’action civile	69
Section 6 La preuve à rapporter par la victime d’une infraction pénale	72

Sous-section 1	La preuve dans le procès pénal	72
Sous-section 2	La preuve dans le procès civil	82
Conclusions		83
<b>Expertises civile et pénale : des jumelles peu ressemblantes</b>		89
Mona GIACOMETTI et Dominique MOUGENOT		89
Introduction		89
Section 1	L'expertise civile et pénale : les points communs	90
Sous-section 1	Les experts et les conseillers techniques : deux réalités à ne pas confondre	90
Sous-section 2	La mission des experts	91
Sous-section 3	Force probante du rapport de l'expert	93
Sous-section 4	Indépendance et impartialité de l'expert	95
Sous-section 5	Secret professionnel de l'expert judiciaire	102
Sous-section 6	Le choix de l'expert	107
Section 2	Les spécificités l'expertise civile	112
Sous-section 1	Une procédure très réglementée	112
Sous-section 2	Ordonnée par un juge	113
Sous-section 3	Susceptible d'appel	114
Sous-section 4	Limitée par le principe de subsidiarité	116
Sous-section 5	Contrôlée par le juge	117
Sous-section 6	Exécutée de manière contradictoire	119
Sous-section 7	Financée par les parties	119
Sous-section 8	Sanctionnée par le juge	121
Sous-section 9	Qui peut se transformer en mode alternatif de règlement des conflits	122
Section 3	Les spécificités de l'expertise pénale	123
Sous-section 1	Une procédure peu réglementée par le Code d'instruction criminelle	123
Sous-section 2	Ordonnée par un juge et, dans des cas exceptionnels, par le ministère public	124
Sous-section 3	Susceptible d'appel ?	128
Sous-section 4	Exécutée parfois de manière contradictoire	129
Sous-section 5	Accomplie par l'expert sous le contrôle de l'autorité requérante... et des parties ?	136
Sous-section 6	Sanctionnée par les juridictions d'instruction ou par le juge du fond	139
Sous-section 7	Financée par l'état, le condamné ou la partie civile	142
Conclusion		143

<b>La place de la victime au cœur de l'expertise civile et pénale : point de vue du praticien</b>	145
Grégory SCHMIT	
Introduction	145
Section 1 Les incapacités de travail	146
Sous-section 1 L'incapacité de travail, au sens médical	147
Sous-section 2 L'incapacité de travail personnel	148
Sous-section 3 L'évaluation du dommage corporel	149
Section 2 Quelle place pour l'empathie dans l'expertise ?	155
Sous-section 1 L'impartialité et l'indépendance de l'expert...	156
Sous-section 2 ...et l'empathie	158
Conclusion	161
<b>Le pénal tient(-il encore tout à fait ?) le civil en état</b>	165
Bertrand DE CONINCK	
Section 1 Principe et justification	165
Section 2 Conditions d'application	167
Sous-section 1 Un risque de contradiction	167
Sous-section 2 Mise en mouvement de l'action publique	171
Section 3 Champ d'application	174
Sous-section 1 Les limites issues de l'objet des demandes et de la nature des décisions prononcées	174
Sous-section 2 Les exceptions légales	178
Section 4 Portée	194
Section 5 Quelques réflexions critiques	196
Sous-section 1 La réalité de décisions contradictoires	197
Sous-section 2 Une autorité de chose jugée qui s'amenuise	199
<b>L'autorité de la chose jugée et la demande en réparation du dommage : contours d'un principe applicable tant devant les juridictions civiles que pénales</b>	207
Nathalie COLETTE-BASECQZ et Sarah LARIELLE	
Section 1 Difficultés liées à l'application du principe de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le procès ultérieur devant le juge civil	209
Sous-section 1 Principe	209

Sous-section 2	Opposabilité de l'autorité de la chose jugée au pénal sur l'action civile ultérieure	219
Sous-section 3	Incidence de la qualification retenue au pénal sur le procès ultérieur devant le juge civil	235
Section 2	Difficultés liées à l'application de l'autorité de la chose jugée au sein du procès devant la juridiction pénale	237
Sous-section 1	Préalable. Distinction entre « les » autorités de la chose jugée	237
Sous-section 2	Demande civile formée ultérieurement devant le juge pénal	239
Sous-section 3	En opposition et en appel – Un principe général invoqué à tort	244
Sous-section 4	Sur le plan de la réparation : saisine de la juridiction	251
Conclusion		258

### **Les faits justificatifs en droit de la responsabilité civile : leur rapport au droit pénal**

Boris GOFFAUX

Introduction		259
Section 1	La distinction entre fautes civile et pénale	260
Sous-section 1	L'unité des fautes civile et pénale : un principe controversé	260
Sous-section 2	La comparaison des fautes civile et pénale	261
Sous-section 3	Le pourquoi de cette divergence d'appréciation	263
Section 2	Les faits justificatifs en responsabilité civile au regard notamment du lien qu'entretient la matière avec le droit pénal	264
Sous-section 1	Les principes	264
Sous-section 2	La distinction entre « fait justificatif » et « cause étrangère exonératoire »	264
Sous-section 3	Sur quel(s) élément(s) de la faute les faits justificatifs influent-ils ?	265
Sous-section 4	Le régime probatoire. La charge de la preuve	267
Sous-section 5	Le régime probatoire. La preuve à rapporter	268
Sous-section 6	Quelle est la portée d'une décision de relaxe pour cause de justification sur le procès civil ?	271
Section 3	L'étude synthétique des différents faits justificatifs en responsabilité civile	272
Sous-section 1	La légitime défense	272

Sous-section 2	L'état de nécessité	274
Sous-section 3	L'erreur ou l'ignorance invincible	275
Sous-section 4	L'ordre ou la permission de la loi	277
Sous-section 5	Le commandement de l'autorité légitime	278
Sous-section 6	La contrainte	279
Conclusion		281
 <b>Inexécution contractuelle et infractions pénales : regards croisés</b>		<b>283</b>
Coralie MARR		
Introduction		283
Section 1	Le recours à la voie pénale en matière d'inexécution contractuelle : avantages et inconvénients	285
Sous-section 1	Les conditions du concours de responsabilités, les conséquences en matière de sanctions civiles et le sort réservé aux clauses contractuelles	285
Sous-section 2	Le régime de la responsabilité contractuelle du fait d'autrui en présence d'une infraction pénale	292
Sous-section 3	Faute contractuelle, infraction pénale et droit de la preuve	296
Sous-section 4	Implications en matière de prescription	303
Section 2	Inexécution contractuelle et infractions pénales : des liens étroits – L'exemple de l'abus de confiance et de l'escroquerie	306
Sous-section 1	De « quelques » infractions sanctionnant une inexécution contractuelle... ou l'ingérence du droit pénal dans la sphère contractuelle	306
Sous-section 2	Inexécution contractuelle et abus de confiance	309
Sous-section 3	Inexécution contractuelle et escroquerie	320
 <b>La Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence : limites et réalités pratiques</b>		<b>333</b>
Andrea CATALDO et Charles DEVILLERS		
Introduction		333
Section 1	Les différentes aides et leurs conditions	336
Sous-section 1	L'aide financière	336
Sous-section 2	L'aide d'urgence	349
Sous-section 3	Le complément d'aide	350
ANTHEMIS		701

Sous-section 4	L'aide exceptionnelle	351
Section 2	La procédure devant la Commission	352
Sous-section 1	Nature et composition de la Commission	352
Sous-section 2	Procédure	353
Section 3	Les régimes spécifiques des services de police et de secours et des victimes du terrorisme	363
Sous-section 1	L'octroi d'une indemnité spéciale en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours	364
Sous-section 2	L'aide de l'État aux victimes du terrorisme	368
Section 4	Les limites et réalités pratiques du système	373
Sous-section 1	Les limites découlant de la philosophie du système	374
Sous-section 2	Les difficultés liées au principe de subsidiarité	380
Sous-section 3	Les difficultés procédurales	385
Sous-section 4	Les chiffres de la Commission	386
Conclusion		388

## **Le mineur, victime et auteur de dommages en droit de la responsabilité** 391

Isabelle REUSENS et Florence REUSENS

Propos liminaires		391
Section 1	La réclamation et l'indemnisation du dommage subi par une victime mineure	391
Sous-section 1	La réclamation du dommage subi par un mineur	392
Sous-section 2	Les modalités de règlement de l'indemnité due à un mineur	399
Section 2	La réclamation et l'indemnisation du dommage causé par un auteur mineur	401
Sous-section 1	La réclamation en justice du dommage causé par un mineur	401
Sous-section 2	L'indemnisation du dommage causé par un mineur	409
Sous-section 3	L'intervention de l'assureur R.C. vie privée	420
Sous-section 4	Les recours de l'assureur R.C. vie privée	426
Sous-section 5	La pluralité d'auteurs	431
Sous-section 6	Le recours contributoire des parents entre eux	438
Sous-section 7	L'indemnisation du dommage causé par un mineur lors de la conduite d'un véhicule à l'insu de ses parents	439

Sous-section 8	La réforme du Code civil	447
<b>La régularité de la preuve en droit civil et en droit pénal</b>		<b>453</b>
Matthieu DALL'ARMELLINA et Simon HARDY		
	Introduction	453
Section 1	Enjeu de la question	455
Section 2	Sort des preuves irrégulières en droit pénal	458
Sous-section 1	Jurisprudence classique avant l'arrêt <i>Antigone</i>	458
Sous-section 2	Jurisprudence <i>Antigone</i> – Renversement du prisme de considération de la preuve irrégulière	459
Sous-section 3	Confirmation de la jurisprudence <i>Antigone</i> par la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour constitutionnelle	460
Sous-section 4	Consécration légale de l'acceptation de la preuve irrégulière en droit pénal	461
Section 3	L'admissibilité de la preuve irrégulière en droit fiscal	462
Sous-section 1	Courant jurisprudentiel antérieur à l'arrêt <i>Antigone</i>	463
Sous-section 2	Conséquences jurisprudentielles de l'arrêt <i>Antigone</i> devant les juridictions fiscales	464
Sous-section 3	Consécration de la jurisprudence <i>Antigone</i> en droit fiscal par la Cour de cassation	464
Sous-section 4	Application de la jurisprudence <i>Antigone</i> par les juridictions de fond mais résistances doctrinales	467
Section 4	L'admissibilité de la preuve irrégulière en droit civil	468
Sous-section 1	Des débuts frileux	468
Sous-section 2	Un pas en avant vers l'application automatique de la jurisprudence <i>Antigone</i> en matière civile	469
Sous-section 3	Suivi d'un pas en arrière : nécessaire distinction entre ordre public et ordre privé ?	470
Sous-section 4	Les critères classiques de la jurisprudence <i>Antigone</i> inadaptés au droit civil ?	471
Sous-section 5	D'autres critères à la disposition du juge civil	475
Sous-section 6	Le livre 8 du nouveau Code civil : une absence de nouveauté – un acte manqué ?	480
Sous-section 7	Hésitations de la jurisprudence dans l'attente d'un arrêt de principe de la Cour de cassation	481

Sous-section 8	L'arrêt du 14 juin 2021 de la Cour de cassation – Consécration générale de la jurisprudence Antigone en matière civile	491
Conclusions		494
<b>La place de la victime dans le procès pénal et ses alternatives</b>		499
Florence GEORGE et Nathalie COLETTE-BASECQZ		
Introduction		499
Section 1	La place de la victime autour et alentour du procès pénal classique	501
Sous-section 1	Le traitement des victimes en amont du procès pénal	502
Sous-section 2	Les victimes au cœur du procès pénal	517
Sous-section 3	Le rôle des victimes en aval du procès pénal	524
Section 2	La victime dans les alternatives au procès pénal	531
Sous-section 1	La transaction pénale	531
Sous-section 2	La procédure de médiation et de mesures	540
Sous-section 3	La reconnaissance préalable de culpabilité	548
Sous-section 4	Les promesses aux repentis	553
Section 3	Les écueils pratiques et les pistes envisagées	556
<b>Recherche, saisie et confiscation des avantages patrimoniaux tirés de l'infraction – Sanction de l'auteur et indemnisation de la victime dans une approche patrimoniale de la délinquance</b>		563
Frédéric LUGENTZ		
Introduction et considérations pratiques		563
Section 1	Notions, distinctions et définitions	564
Section 2	L'enquête préliminaire – Recherche et saisie	567
Sous-section 1	L'information et l'instruction – Démarches et recherches préalables à la saisie pénale et en vue de la préservation des droits de la victime	567
Sous-section 2	La saisie pénale	572
Section 3	Le jugement – Confiscation, restitution ou attribution à la partie civile	584
Sous-section 1	La fin de l'enquête et le règlement de la procédure	584
Sous-section 2	Le jugement devant les juridictions de fond	586



Sous-section 3	Objet de la confiscation et de la restitution ou de l'attribution à la partie civile	593
Sous-section 4	Base légale de la confiscation et enjeu de sa qualification pour la partie civile	595
Sous-section 5	Le cumul de la confiscation et de l'indemnisation	596
Section 4	Confiscation et attribution des valeurs confisquées par équivalent en cas de solidarité et de concours	600
Section 5	La partie civile et l'exécution des peines	604
Conclusion		605
<b>Les dépens dans le procès pénal</b>		607
Valéry DE WULF		
Section 1	Les frais de l'action publique	607
Sous-section 1	Les frais de justice répressive	607
Sous-section 2	La contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne	617
Sous-section 3	La contribution au fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence	619
Section 2	Les frais de l'action civile	620
Sous-section 1	Les parties susceptibles d'être condamnées au paiement d'une indemnité de procédure par une juridiction répressive	622
Sous-section 2	La « compensation » des dépens devant le juge répressif	631
Sous-section 3	La liquidation d'office des dépens	632
Sous-section 4	Rappel de quelques règles applicables devant les deux ordres de juridiction	633
<b>Des contrats d'assurance à l'épreuve des procédures civile et pénale</b>		645
Audrey PÜTZ et Bérénice FOSSÉPREZ		
Introduction		645
Section 1	Du côté de l'assureur	646
Sous-section 1	Les points d'attention vis-à-vis de l'assureur protection juridique	646
Sous-section 2	Les points d'attention vis-à-vis de l'assureur responsabilité civile	667
Sous-section 3	Les points d'attention vis-à-vis de la mutuelle	682
ANTHEMIS		705

Section 2	Du côté de la personne lésée	683
Sous-section 1	Les points d'attention vis-à-vis de l'assureur protection juridique	683
Sous-section 2	Les points d'attention vis-à-vis de l'assureur responsabilité civile	686
Sous-section 3	Les points d'attention vis-à-vis de la mutuelle	690
Section 3	Du côté du tiers responsable	691
Sous-section 1	Les points d'attention vis-à-vis de l'assureur responsabilité civile	691
Sous-section 2	Les points d'attention vis-à-vis de l'assureur protection juridique	693
Sous-section 3	Les points d'attention vis-à-vis de l'organisme assureur	694
Conclusion		695